

Espagne – Barcelone : la frontière impensable

Occupation des bureaux de vote

Des militants favorables au référendum d'autodétermination interdit ont commencé vendredi soir à occuper des écoles qui doivent servir de bureaux de vote pour garantir le scrutin. Une "plateforme des écoles ouvertes pour le référendum" poste sur Twitter des images de plusieurs occupations.

Les dirigeants indépendantistes catalans se disent déterminés vendredi à organiser le scrutin en ouvrant 2 300 bureaux de vote, malgré les efforts de Madrid pour les en empêcher.

Au cours d'une conférence de presse, Jordi Turull, porte-parole du gouvernement régional indépendantiste, a précisé que 5,3 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes et que 7 300 personnes veilleraient au bon déroulement du scrutin dans cette région fortement divisée sur la question de l'indépendance.

Paco Audije
Correspondant à Madrid

Dans ma ville, Fraga, les gens sont contre l'indépendance", nous dit Aida Palau Sorolla, journaliste de Radio France internationale (RFI). Aida est native de La Franja de Aragón (4 442,8 km²), une bande de territoire où les habitants sont des Aragonais catalanophones. La Franja, c'est environ 50 000 personnes qui habitent 62 localités limitrophes de la Catalogne. Un endroit où le référendum catalan fait vraiment réfléchir : "Il y a une vraie préoccupation par tout ce qu'il pourrait arriver. Beaucoup de gens d'ici travaillent dans la province catalane de Lleida. Parmi eux, on trouve des profs d'école, des employés de plusieurs usines, d'autres dans les services, etc. On ne sait pas ce qu'il pourrait se passer si la République indépendante de Catalogne devenait une réalité. Nous parlons le catalan et là, la création d'une frontière est impensable".

Et il n'y a pas que la proximité linguistique, la vie commune et les emplois de l'autre côté qui font réfléchir. Dans l'imaginaire nationaliste catalan, beaucoup utilisent des cartes géographiques qui expriment bien leur concept des "Pays catalans". Bien sûr, cela inclut La Franja de Aragón ("La Franja de Ponent", selon la terminologie nationaliste); mais aussi les communautés autonomes (régions) de Valence, les Baléares, l'Andorre (petit Etat indépendant dans les Pyrénées) et même la "Catalunya nord" qui correspond – en gros – aux Pyrénées-Orientales françaises, un territoire cédé par la Couronne d'Espagne à la France en 1659.

Des vieilles controverses politiques, linguistiques ou sur l'identité de tout un chacun risquent de renaître. Ces polémiques ont des précédents aigres

■ Toutes les régions frontalières de la Catalogne ne peuvent imaginer l'installation de frontières.

■ Le quotidien de centaines de milliers de personnes est concerné

■ La Catalogne sans l'Union européenne, un scénario très compliqué.

Pour l'instant,
une frontière
entre l'Espagne
et la Catalogne
n'est pas envisageable
pour les autorités
économiques.

surtout dans la communauté autonome de Valence où le terme "valencia" est utilisé par certains – et même officiellement – pour éviter de parler de "catalan" en tant que langue propre de la région.

Les vieux débats politiques sur l'éducation, l'orthographe, les médias ou le financement de chaque territoire pourraient redevenir un problème majeur aussi important que la simple installation d'une ligne de frontière. Et si le terme "hispanophobie" vient d'entrer dans l'arène par l'entremise de la droite espagnole, son frère jumeau, la "catalanophobie" a une longue histoire.

"Nous, les natifs de La Franja, nous souffrons d'une certaine catalanophobie même dans l'Aragon, notre région", explique Palau Sorolla. "Mais je n'aime pas non plus qu'eux (les indépendantistes catalans) nous incluent dans les Pays catalans sans demander notre avis. Les infos sur la météo de TV3, la télé publique de Catalogne, nous mettent avec eux. Et puis je déteste tous ces inventions historiques sur leur défaite en 1714, quand on sait qu'il y a eu certains Catalans qui soutinrent les Bourbons ou que les fueros (privilèges, l'autonomie locale de l'époque) furent supprimés partout, pas seulement pour la Catalogne".

Alerte bancaire

La Banque d'Espagne vient de mettre en garde contre les risques que font courir ces tensions politiques qui s'inscrivent dans la durée. Pour l'instant, une frontière entre l'Espagne et la Catalogne n'est pas envisageable pour les autorités économiques. Et on rappelle actuellement, qu'il y a cinq ans, Andreu Mas-Colell, alors ministre catalan de finances, avait été franc au moment de demander le sauvetage financier de son territoire : "La Catalogne ne dispose pas d'autre banque que le gouvernement espagnol". La

création d'une nouvelle frontière obligerait à débattre du partage de la dette fédérale, des pensions des travailleurs d'autres régions qui ont passé leurs années actives en Catalogne, sans oublier les projets en cours en matière de transports ou sur les communications entre la Catalogne et les régions voisines, surtout les méditerranéennes. En 2012, le gouvernement espagnol créa le Fond de liquidité autonome (FLA), destinée à aider les régions en difficulté. Depuis lors, 162 milliards d'euros du FLA ont été injectés aux budgets régionaux. Un tiers correspond à la Catalogne. Oriol Junqueras, vice-président de la Catalogne, vient d'envoyer une lettre à la Banque centrale européenne pour mettre en garde sur l'impact que le conflit pourrait avoir "dans l'économie et la stabilité financière de la zone euro".

Un coup d'arrêt pour toute une région limitrophe

C'est sur la frontière entre l'Aragon et la Catalogne, que le scénario du pire est peut-être le plus visible. Dans un reportage publié dans la presse et réalisé à Massalcoreig (600 habitants), dernier petit village catalan situé juste avant l'Aragon, le bourgmestre et mécanicien, Francisco Juste Guardiola, a voulu montrer les motos, les outils, les pièces détachées de son atelier : "Regardez cela, tout est acheté en Aragon. Tous mes clients sont là-bas. Si vous installez une frontière, pour moi c'est l'effondrement". La création d'une frontière, pour lui, signifierait la création de taxes douanières. Le souci de notre bourgmestre-garagiste est encore bien plus amplifié pour les coopératives des producteurs agricoles de cette zone. Aujourd'hui, les camions de fruits traversent d'un côté à l'autre sans difficulté. Mais demain ? "Personne ne pense sérieusement à l'érection d'une frontière", lance ce petit bourgmestre politiquement indépendant.

La Catalogne étranglée si elle doit vivre hors de l'Union européenne

Forte économiquement aujourd'hui, la Catalogne pourra-t-elle encore le rester une fois indépendante ?

Si l'on devait se fier au seul produit intérieur brut et en estimant que la sécession n'occasionne pas une onde de choc économique trop violente, la viabilité d'une Catalogne indépendante semble acquise. Elle pointerait même, pour le PIB par habitant, au 12^e rang d'une Union européenne qui compterait 29 membres.

Côté chômage et industrie, les chiffres sont aussi plutôt favorables. Alors que l'Espagne a un taux de chômage qui oscille autour des 19,5 (jusqu'à 30 % en Andalousie), la Catalogne, au cinquième rang espagnol, affiche 15,7 %. Une cinquième place nationale qu'elle occupe aussi dans le classement de l'emploi des 25-64 ans, où elle présente un bon 72,4 % contre 66,5 % pour la moyenne du pays.

Point de vue industriel, la Catalogne aime se présenter comme "l'Allemagne de l'Espagne". Les secteurs rois sont l'automobile et la chimie.

Mais ces beaux chiffres ne tiennent la route que si et seulement si la Catalogne indépendante peut demeurer dans l'Union européenne.

Loin des indicateurs rassurants, cette dernière donne est tout sauf évidente. Le traité européen n'évoque pas le cas d'un pays qui prendrait son indépendance vis-à-vis d'un Etat membre, mais beaucoup estiment qu'il serait automatiquement exclu de l'UE et de l'Union monétaire, et qu'il devrait ainsi po-

ser sa candidature comme les autres pays tiers volontaires.

C'est d'ailleurs la position qu'avait évoquée la Commission européenne aux Ecossais quand ces derniers affichaient des velléités séparatistes. Les Ecossais avaient alors fait preuve d'un flegme tout... britannique pour rétorquer qu'ils avaient le droit de rester membre de l'Union européenne, "puisque'ils en respectaient déjà toutes les règles".

Le débat n'a jamais été tranché et la commission a, sur ce point, une lecture plus pragmatique (ou politique) que juridique. Elle considère que le départ d'une partie de l'un ou plusieurs de ses membres occasionnerait bien des désagréments à l'ensemble de l'UE et pourrait créer un appel d'air pour d'autres régions (voir page suivante).

Le poids de la dette

Pour nombre d'observateurs, la menace d'être exclus du marché européen fait réfléchir certaines régions (comme la Padanie ou la Flandre) qui, si elles avaient des assurances de rester au sein de l'UE et la zone euro, n'hésiteraient plus à se lancer dans l'aventure.

Autre gros souci pour la Catalogne, le poids de la dette publique. Indépendante, elle devrait gérer à la fois ses 75,4 milliards d'euros de dette régionale à laquelle il faudrait ajouter une quote-part de la dette publique espagnole. Elle représenterait de 115 à 134 % du PIB. Impayable.

H. Le.